



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 29/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOGAZ AUCH SAS

11 rue Mogador
75009 Paris

Références : 2023-0877
Code AIOT : 0006808579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023, dans l'établissement BIOGAZ AUCH SAS implanté ZA de Lamothe 32000 Auch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif de lever les non-conformités identifiées lors de l'inspection d'avril 2023, qui avait fait l'objet d'un projet d'arrêté de mise en demeure. L'exploitant ayant transmis dès le 15 mai 2023 des bons de commandes signés pour lever les non-conformités, il avait été proposé à Monsieur le préfet de ne pas signer l'arrêté de mise en demeure et de prévoir en septembre 2023 une inspection permettant de lever les constats.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOGAZ AUCH SAS
- ZA de Lamothe 32000 Auch
- Code AIOT : 0006808579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Biogaz Auch est une unité de méthanisation autorisée par arrêté préfectoral du 31 janvier 2011. Cette unité est exploitée depuis 2020 par le groupe Evergaz, avec un récépissé de changement d'exploitant délivré par la préfecture le 20 janvier 2021.

Dimensionné pour un tonnage entrant de 44 000 t/an, l'exploitant traite actuellement 10 000 t/an de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite d'inspection du 20 avril 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	valeurs limites dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 4.2.4	/	Lettre de suite	1 mois
8	Alimentation en combustible biogaz	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 9.1.7	/	Lettre de suite	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification des installations	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R181-46	/	Sans objet
2	Composition du biogaz.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41	/	Sans objet
3	Composition du biogaz.	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 10.2.1.1.1	/	Sans objet
5	Traitement du biogaz	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 8.4.2.4	/	Sans objet
6	Surveillance du procédé de méthanisation	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 8.4.2.8	/	Sans objet
7	Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine des risques d'explosion	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 8.4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a été très réactif suite à l'inspection d'avril 2023 en proposant, dès le 15 mai 2023, un plan d'action et des devis signés permettant de réaliser les travaux de mise en conformité. La présente inspection a permis de constater l'ensemble des actions menées par l'exploitant pour un retour à la conformité. Deux points restent cependant à lever : la conformité des rejets atmosphériques (analyses réalisées, mais en attente du rapport) et la mise en place de la vanne automatique sur l'alimentation en biogaz du moteur (travaux prévus lors de l'arrêt de janvier 2024, dans le cadre du remplacement du moteur de cogénération).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2007, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en oeuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire
Constats : L'exploitant a transmis le 25 septembre 2023 à Monsieur le Préfet un porter à connaissance concernant la mise en place d'une unité de déconditionnement de biodéchets sur le site. Le présent porter à connaissance concerne la phase d'essai qui devrait durer quelques mois avec la mise en place d'une unité mobile de déconditionnement. La quantité traitée sera de 10 tonnes maxi/jour. Les matières destinées au déconditionnement font partie des matières admises par l'arrêté préfectoral du site. Lors de la visite du site, il a pu être constaté que l'unité a été mise en place: l'exploitant a commencé à traiter certains biodéchets provenant de zones de collecte du site COVALREC (site voisin de Biogaz Auch) et notamment des déchets de cantines biodégradables du Grand Auch. Dans le cadre du porter à connaissance transmis, l'exploitant sollicite la possibilité de traiter des biodéchets conditionnés provenant de gisements déjà captés sur d'autres unités de méthanisation du groupe Evergaz, pour la phase de test (absence de filières de biodéchets locales mises en place en phase de test). Ces matières proviendraient de zones de collecte situées à plus de 250 km du site (zone de chalandise autorisée dans l'arrêté préfectoral). Sur ce sujet, l'inspection des installations classées est en train d'analyser cette demande de dérogation exceptionnelle : en attendant, les phases de tests peuvent avoir lieu mais uniquement avec des biodéchets collectés localement. Cette nouvelle activité est soumise à déclaration au titre de la rubrique 2783: l'exploitant dans le cadre du porter à connaissance à justifier de la conformité (même en phase test) du projet à l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces modifications n'entraînent pas de dépassement de seuils autorisation et enregistrement, et ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs. Ces modifications sont donc considérées comme non substantielles, et pour l'instant non notables (avec uniquement des biodéchets traités collectés dans la zone des 250 km). L'analyse du caractère notable de la modification dans le cadre d'apport de biodéchets provenant d'une zone de collecte en dehors de la zone de chalandise autorisée pour cette phase de test est en cours d'analyse par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Composition du biogaz.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Composition du biogaz.
Prescription contrôlée : La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. L'arrêté préfectoral fixe la périodicité de cette mesure, qui est au minimum quotidienne, et, le cas échéant, les paramètres devant faire l'objet d'analyses complémentaires. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la teneur maximale en H ₂ S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement dans lequel il est valorisé, en cohérence avec le choix de valorisation justifié par l'étude d'impact visée à l'article 6.
Constats : Constats Inspection avril 2023 : L'analyseur en continu n'est pas étalonné régulièrement: l'exploitant n'a pas pu justifier du dernier étalonnage qui remonterait à plus de 3 ans. L'exploitant dispose également d'un analyseur de gaz portatif qui lui permet de mesurer la qualité du biogaz tous les mois. Cet analyseur a été étalonné par l'organisme extérieur Grutter et Marchand le 21/10/2019: le délai de 3 ans n'est donc pas respecté également, sachant que l'organisme indiquait un renouvellement sous 1 an (non réalisé). Constats Inspection septembre 2023: Le site dispose d'un analyseur en continu situé en amont du filtre à charbon actif, ainsi que deux points de prélèvements amont et aval du charbon actif permettant de mesurer le CH ₄ et le H ₂ S avant et après filtration à l'aide d'un analyseur portatif. L'analyseur fixe Pronova a été renvoyé pour étalonnage au fournisseur. Un analyseur de prêt a été mis en place. Le certificat d'étalonnage de l'analyseur fixe en place date du 07 juin 2023. L'analyseur portatif a été étalonné par CH ₄ process le 17/05/2023. L'exploitant a présenté le fichier de suivi de maintenance des équipements du site : les deux analyseurs sont bien identifiés avec une périodicité d'étalonnage de 1 an conforme aux directives du constructeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Composition du biogaz.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 10.2.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Composition du biogaz.
Prescription contrôlée : La teneur maximale en H ₂ S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement de cogénération dans lequel il est valorisé, est de 50 ppm.
Constats : Constat avril 2023: Les teneurs en H ₂ S mesurées sont régulièrement supérieures au seuil de 50 ppm. Des teneurs supérieures à 200 ppm ont même été mesurées du 19/11/2022 au 06/12/2022. Constats Inspection septembre 2023: L'exploitant dispose d'un analyseur en continu en aval du traitement par charbon actif et d'un analyseur portatif permettant d'analyser quotidiennement la teneur en H ₂ S à l'entrée de l'équipement de cogénération. En amont du moteur de cogénération, les teneurs mesurées sont bien inférieures à 50 ppm (2 ppm mesurés à 13h00 le jour de la visite d'inspection).

Le relevé automatique des teneurs en H ₂ S concerne l'analyseur en continu situé en amont du traitement par charbon actif avec des concentrations mesurées pouvant être supérieure à 50 ppm. Le relevé des mesures en H ₂ S en sortie de traitement (entrée unité de cogénération) est reporté sur un registre manuel.
Observations : Dans le cadre des travaux prévus en janvier 2024 (voir constats suivants), l'exploitant pourrait étudier la possibilité de déplacer l'analyseur en continu en aval du traitement par charbon actif afin de s'assurer en permanence du respect du seuil de 50 ppm. L'analyseur portatif permettrait toujours de mesurer en amont et aval du traitement par charbon actif la teneur en H ₂ S pour vérifier l'efficacité du traitement (et le niveau de saturation du filtre à charbon).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : valeurs limites dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, valeurs limites dans les rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de lavapeur d'eau (gaz secs) ;- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat inspection d'avril 2023:</u></p> <p>L'exploitant a présenté en séance le rapport de la dernière campagne de surveillance des rejets atmosphériques (torchère, biofiltre, moteurs de secours). La chaudière de location n'a pas été intégrée à la campagne de surveillance. L'exploitant devra prendre en compte cette dernière, lors de la prochaine campagne de surveillance.</p> <p>La campagne a été réalisée en deux fois par l'organisme accrédité APAVE:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10/11/2022 : biofiltre + moteur (uniquement mesure HAP) - 08/02/2023: moteur + torchère <p>Les résultats mettent en avant une non-conformité sur le paramètre HF du rejet issu du moteur (12,9 mg/Nm³ mesurés pour une VLE de 5 mg/Nm³). L'exploitant a programmé la réalisation prochaine d'une maintenance sur le moteur. Une nouvelle campagne d'analyse est prévue ensuite pour vérifier un retour à des rejets conformes. L'inspection a pu vérifier que lors de la campagne de 2021, les rejets en HF étaient conformes (mesure à 0,6 mg/Nm³).</p> <p>La visite a permis de faire également le point sur les fréquences de surveillance. L'exploitant souhaite solliciter une demande de révision de la fréquence de surveillance des rejets du biofiltre (fréquence semestrielle dans l'arrêté préfectoral plus restrictif que la fréquence annuelle imposée par l'arrêté ministériel). Cette demande est justifiée par l'absence de rejets non conformes sur cette installation depuis le début de la surveillance. Une demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral devra être transmise à Monsieur le Préfet.</p> <p><u>Constats Inspection septembre 2023:</u></p> <p>L'exploitant a signé le 05 mai 2023 un bon de commande auprès de l'APAVE pour la réalisation d'une campagne de mesurage des rejets atmosphériques (chaudière de location, moteur, biofiltre). Les analyses ont été effectuées les 14 et 15 septembre. Les résultats de cette surveillance n'ont pas encore été transmis à l'exploitant.</p> <p>L'exploitant devra transmettre dès réception les résultats de la campagne de mesurage atmosphérique permettant de justifier du respect des VLE pour la chaudière de location et le moteur.</p>

Observations : L'exploitant a indiqué que le moteur sera changé en janvier 2024 (prestataire AB Energy). Un devis signé du 30/06/2023 a été présenté en inspection. Une nouvelle campagne de mesurage des rejets atmosphériques devra être réalisée dans les 3 premiers mois de fonctionnement de ce nouveau moteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Traitement du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 8.4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement du biogaz
Prescription contrôlée : Une système de désulfuration du biogaz est installé dans les cuves de méthanisation et de maturation qui permet par injection d'air dans le ciel gazeux, d'éliminer du H ₂ S à un seuil inférieur à 50 ppm. Ce dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à limiter par oxydation la teneur en H ₂ S, est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou dotées de sécurités permettant de prévenir ce risque
Constats : <u>Constat de l'inspection d'avril 2023</u> Les digesteurs et post-digesteurs sont équipés d'un dispositif d'injection d'air qui n'est pas opérationnel. L'exploitant a indiqué que ce dernier n'aurait jamais été mis en service. De ce fait, le seuil de 50 ppm n'est pas respecté, de nombreux dépassements ayant été constatés (cf. point de constat n°3)
Constats Inspection septembre 2023: L'exploitant a transmis le bon de commande signé de 4 dispositifs d'injection d'air prévus sur les digesteurs et post-digesteurs. La mise en service de ces équipements a eu lieu en juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance du procédé de méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 8.4.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du procédé de méthanisation
Prescription contrôlée : Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés. Tout dysfonctionnement du procédé de méthanisation fait l'objet d'un enregistrement et d'une analyse des causes et des mesures correctives apportées.
Constats : Constat inspection d'avril 2023: Le suivi de la température des matières en fermentation n'est pas opérationnel depuis quelques mois. L'exploitant mesure uniquement la pression du biogaz. En mesure compensatoire, l'exploitant réalise un prélèvement du digestat tous les 2 jours et mesure entre autre la température (dernière mesure le 20/04/2023: 42,5°C).
Constat de la présente inspection:

<p>Suite à l'inspection d'avril, l'exploitant a réalisé un diagnostic avec la société de maintenance (Sycomore) et le fabricant (Naskeo). Un dysfonctionnement de l'asservissement entre les capteurs de température et l'automate a été identifié. La remise en fonctionnement de l'asservissement a eu lieu en juillet 2023. Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté le relevé des températures du digesteur et il a pu être constaté le report de la température sur le poste de surveillance.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir acheté 2 capteurs de température en stock afin d'être réactif en cas de défaillance de ces derniers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : . SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE A L'ORIGINE DE R...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, . SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE A L'ORIGINE DE R...
<p>Prescription contrôlée : Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme judicieusement placé. Le réseau de capteurs et détecteurs est composé notamment des éléments suivants:</p>
<p>Constats : Constat inspection avril 2023: Le hangar ne dispose pas de détecteur de CH₄. Aucun test de l'ensemble de la chaîne de détection n'est réalisé, le contrôle DRAEGER s'arrêtant au contrôle du bon fonctionnement du détecteur (sans test sur l'asservissement).</p> <p>Constat présente inspection Le détecteur CH₄ du hangar a été mis en place le 12/09/2023. Ce dernier est relayé au niveau de la centrale de détection existante. La mise en service intègre bien un test du détecteur (vu fiche d'intervention F00521357 datant du 12/09/2023).</p> <p>Concernant les autres détecteurs du site, le dernier contrôle de DRAEGER date du 17/05/2023 (fiche d'intervention F01004268). Cette fiche d'intervention explicite bien que pour les détecteurs asservis, l'ensemble de la chaîne de détection a été testée (concerne notamment le détecteur gaz de l'unité cogénération asservie à la fermeture de la vanne d'arrivée du combustible – voir constat suivant).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Alimentation en combustible biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 9.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation en combustible biogaz
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux d'alimentation en combustible biogaz doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en</p>

tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées. Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur du local/de cogénération pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé : • dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, • à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. La coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en biogaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (détecteurs CH₄) et un pressostat (3). Le dispositif pressostat permettant la détection de chute de pression dans la canalisation d'alimentation du biogaz est bien asservi à la coupure d'alimentation du biogaz et à l'arrêt des installations électriques. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux/conteneur où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Constats :

Constat de l'inspection d'avril 2023:

Un dispositif de coupure de l'alimentation en biogaz en entrée du local de cogénération est présent, à l'extérieur et bien signalé. Mais ce dispositif ne répond pas à l'exigence de redondance (absence d'une deuxième vanne automatique ainsi que d'un deuxième détecteur de CH₄). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission, fermeture de vannes,...) n'est pas testée périodiquement, seul le détecteur CH₄ est testé annuellement par DRAEGER.

Constats Inspection septembre 2023:

L'exploitant a justifié en inspection la présence de 2 détecteurs de CH₄ dans le local de cogénération (vus également lors de l'inspection). Concernant la deuxième vanne automatique redondante, le bon de commande a été signé le 12/06/2023 (prestataire AB Energy). La mise en place de la vanne est prévue en janvier 2024 durant l'arrêt du site pour changement également du moteur de cogénération.

Le point de constat de non-conformité ne peut donc pas encore être levé. L'exploitant devra transmettre les justificatifs de réalisation des travaux prévus en janvier 2023.

Concernant le test de la chaîne de coupure automatique, comme évoqué au point de constat précédent, celui-ci a été réalisé le 17/05/2023 et a été concluant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois